

DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, UN LIEN NECESSAIRE ?

par Jacques de Larosière

Propos introductif du Symposium
organisé par la Banque de Développement du Conseil de l'Europe
le 13 novembre 2006
à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire

Je suis particulièrement honoré de présider cette importante table ronde à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe.

Bien que le sujet soit complexe et fasse l'objet d'une abondante littérature, ma tâche sera relativement simple. Elle consiste, essentiellement, en effet, à donner la parole aux membres de la table ronde et à animer les débats

ooo

Je me bornerai donc à un bref propos introductif. Il est généralement admis que le développement social, dans l'acception la plus large du terme (celle qui inclut le capital humain et le développement des connaissances), est indissociable du développement économique.

Les travaux les plus récents insistent sur l'importance essentielle de l'éducation, de la recherche et de l'innovation comme facteurs de croissance.

Par conséquent, la question du lien entre développement social et développement économique ne soulève guère de difficultés de principe.

Mais il faut aller au-delà de ces généralités. Je centrerai mon propos sur quatre idées qui m'apparaissent essentielles.

1. L'Europe a trop cultivé le sous-emploi :

Regardons la croissance de l'Europe depuis la guerre et comparons-la à celle des Etats-Unis. On voit que l'Europe a rattrapé une grande partie de son retard par rapport aux Etats-Unis pendant les années d'après-guerre et jusqu'à la fin des années 70 (le PIB par habitant en Europe est passé de 40 % à 75 % du niveau américain). Ensuite, les choses se sont stabilisées. Mais depuis 1996, la croissance moyenne de l'Europe (PIB par habitant) accuse un retard annuel de 0,4 point de pourcentage par rapport aux Etats-Unis.

Le phénomène du « retard européen » est, certes, dû à de nombreux facteurs et je n'ai pas la prétention d'en donner une explication exhaustive.

Ce qui frappe, cependant, c'est que les Etats-Unis ont réussi à atteindre le plein emploi (4 à 5 % de chômage) alors que les taux de chômage en Europe sont, en général, deux fois plus élevés. Ce n'est pas la productivité par heure travaillée qui est en cause (l'Europe a, en ce domaine, de bons résultats), c'est le nombre d'heures travaillées qui est la clé du problème (nombre d'heures travaillées par capita : par rapport à un index 100 pour l'Union Européenne, les Etats-Unis se situent à 144).

Ce qui veut dire que le « modèle économique-social » européen a privilégié la productivité horaire et l'investissement de productivité par rapport à la mise au travail de personnes moins qualifiées.

La rigidité de notre marché du travail est en partie à l'origine de ce phénomène.

Certes, le « modèle social » européen s'efforce de corriger les exclusions entraînées par le sous-emploi en développant des transferts sociaux.

Mais, on peut se demander si cette combinaison est la meilleure. Je pense, avec d'autres, que la priorité de notre société est de réduire le sous-emploi massif qui persiste en Europe.

Il est clair, de surcroît, « que nous ne pouvons préserver notre niveau de vie et notre protection sociale avec un taux d'emploi aussi bas ».¹

2. Le paradoxe de la « protection sociale » européenne est qu'elle ne se traduit pas par une augmentation de l'accès au travail :

Ainsi, au cours de la décennie des années 90, l'Allemagne a mis en œuvre, en moyenne annuelle, des dépenses de protection sociale (y compris en matière de santé) à hauteur de 31 % de son PIB (chiffres comprenant des dépenses publiques et privées : respectivement 26,6 et 4,4 %). Au cours de la même période, les Etats-Unis n'ont engagé que 27,4 % de leur PIB en dépenses sociales (15,5 % pour la partie publique, 11,9 % pour la partie privée). Or, les performances en matière d'emploi s'avèrent nettement supérieures aux Etats-Unis.

Ceci n'est, certes, pas une énonciation de portée générale (par exemple, certains pays scandinaves qui consacrent une plus grande partie de leur PIB aux dépenses de protection sociale, enregistrent de bons résultats en matière d'emploi).

Mais, il faut absolument se défaire d'une attitude d'esprit qui tendrait à « excuser » de forts taux de chômage sous prétexte d'une bonne couverture sociale.

3. L'accueil des personnes trop largement inemployées en Europe (jeunes et seniors) implique de grands changements :

L'Europe -et c'est tout le sens de la stratégie de Lisbonne²- doit s'adapter à la mondialisation non pas en « protégeant ses frontières commerciales ou ses acquis », mais en faisant en sorte

¹ Philippe Herzog : « Le bonheur du voyage », Confrontation Europe, 2006.

² La stratégie de Lisbonne, adoptée en 2000, avait pour ambition de créer 20 millions d'emplois pour 2010 (en fait, les résultats [6 millions en 2004] ont été très en-deçà des objectifs).

que ses jeunes aient une chance de trouver du travail dans un monde de plus en plus concurrentiel.

Il est donc essentiel de mettre l'accent sur :

- l'école, et, plus encore, l'université,
- la formation continue,
- le développement de l'enseignement supérieur avec des partenaires publics-privés,
- la croissance de la recherche-développement,
- les incitations au travail des jeunes et des seniors....

Le Rapport de M. Kok, de fin 2004, met justement l'accent sur ces aspects indispensables à une croissance de l'emploi.

Le fait d'avoir comme ambition à moyen terme de réduire de moitié le nombre de jeunes « en décrochage social », de favoriser la formation tout au long de la vie, de promouvoir la mobilité... me paraissent des objectifs sociaux prioritaires et hautement respectables.

4. Le vieillissement de nos sociétés européennes rend ces orientations d'autant plus indispensables et urgentes :

Le vieillissement démographique et la baisse de la fertilité (moins d'actifs au travail, plus de retraités vivant plus longtemps) rendent d'autant plus importantes et urgentes les réformes structurelles en Europe.

A politiques inchangées, les pays d'Europe parviendront, à partir de 2020-25, à des situations financières ingérables (la dette publique passant de 66 % au PIB -moyenne 2005 pour « l'Europe des Quinze- à 190 % en 2050). Il faut donc, avant de laisser les choses se dégrader davantage, réagir dès maintenant pour réformer nos systèmes de retraite et nos finances publiques en fonction des perspectives démographiques à moyen terme.

ooo

La cohésion sociale -dont la composante éducative est primordiale- est essentielle au bon fonctionnement de l'économie.

Mais, sans entreprises dynamiques, flexibles et innovantes, l'emploi stagnera, les régimes de protection sociale s'affaibliront, le corporatisme défensif se raidira et la cohésion sociale continuera à s'effriter, devenant davantage un sujet de revendication qu'une source de progrès.

C'est en ouvrant les yeux sur l'avenir, c'est en disant la vérité à nos concitoyens, c'est en articulant des politiques cohérentes que nous réaliserons l'intégration sociale par le travail qui est la condition de la croissance et du bien-être futur.